

Droit civil des obligations

TD 5 : L'intégrité du consentement

Dissertation : « Dol et obligation d'information »

« Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol » (article 1109 du Code civil).

Le dol est défini comme une manœuvre déloyale d'un cocontractant, dans le but de tromper son partenaire et provoquer chez lui un vice du consentement conduisant donc à la nullité de la convention. En effet, l'article 1116 du Code Napoléon dispose que « le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une ou l'autre des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Il ne se présume pas, et il doit être prouvé. ». L'obligation d'information, quant à elle, est une obligation juridique constituant la protection a priori principale du consentement. Il s'agit de l'obligation faite à une personne qui détient une information utile à l'autre partie de la lui délivrer, pour juger de l'intérêt du contrat et pour conclure ce contrat.

Les rédacteurs du Code civil ont repris les idées romaines : le dol était sanctionné en tant que délit. L'article 1109 du Code Napoléon l'envisage quant à lui, comme vice du consentement, sans pour autant que le sens délictuel soit effacé. En adoptant la réticence dolosive comme une simple subdivision de dol, la jurisprudence a contribué à infliger l'obligation d'information comme son fondement contemporain.

Longtemps, l'adage ayant créé une obligation d'information «Emptor debet esse curiosus» se traduisant par «l'acheteur doit être curieux», a prévalu en matière contractuelle. Néanmoins, à partir du XX^{ème} siècle, de nombreux déséquilibres font surface du fait de l'accroissement des contrats, et, dans le but de diminuer ces inégalités, le devoir de se renseigner est remplacé par l'obligation d'information

Quelles sont les portées de l'obligation d'information sur le dol ?

Nous verrons dans une première partie que le dol repose sur le non respect de l'obligation d'information (I) et dans une seconde partie, les conséquences du dol dues au manquement de l'obligation d'information (II).

I- Le non respect de l'obligation d'information : fondement du dol.

L'acceptation du contrat connaît des défenses singulières et particulièrement une protection a priori imposant une obligation d'information comme principe de la bonne foi (A), afin d'éviter la viciation du consentement par le dol comme étant un délit civil de déloyauté (B).

A) L'obligation d'information comme principe de la bonne foi.

L'obligation d'information est définie comme l'obligation étant faite à une personne détenant une information utile à l'autre partie de la lui délivrer. Il s'agit plus précisément d'une information dont l'utilité est nécessaire pour juger de l'intérêt du contrat et pour conclure ledit contrat.

En ce sens, cette obligation d'information constitue la protection principale du consentement créé à des termes légitimes, pour la protection caricaturale du faible contre le fort. Elle fut d'abord jurisprudentielle avant d'être légale. En conséquence le législateur a créé une obligation d'information dans le but de moraliser le contrat, en le rendant plus juste. Elle requiert effectivement la bonne foi des parties.

Certaines clauses de l'obligation doivent être réunies. L'information doit être nécessairement pertinente et déterminante, c'est-à-dire qu'elle doit avoir une influence sur le contrat passé et, de plus, celui qui se dit créancier de l'obligation doit avoir ignoré à juste titre ce qui est resté secret.

En revanche, l'obligation d'information est la contre partie du dol. En effet, le silence, c'est-à-dire le fait de dissimuler une information qui intéresse son cocontractant, est sanctionné. Cela créait par la suite une obligation d'information. En conséquence, le non respect de l'obligation d'information interprété par le dol est un délit.

B) Le dol comme délit civil de déloyauté provenant de la mauvaise foi d'une partie.

D'après l'article 1116 du Code Civil qui le régit, comme dit précédemment, le dol est une manœuvre frauduleuse ayant pour objet de tromper l'une des parties à un acte juridique en vue d'obtenir son consentement. Il peut résulter de manœuvres trompeuses ou du mensonge. Il est un délit et comme tout délit il se compose d'un élément matériel et d'un élément intentionnel se traduisant par la volonté de tromper le cocontractant.

En ce qui concerne l'élément matériel du dol, la jurisprudence a assimilé le mensonge et la réticence. La Cour de Cassation a posé le principe dans un arrêt du 6 novembre 1970, selon lequel un simple mensonge non appuyé d'acte extérieur peut être constitutif de dol. De plus, elle a précisé dans un arrêt en date du 15 juillet 2002 que la réticence peut-être constitutive de dol alors que le Code civil ne prévoyait que les manœuvres et, de plus, la jurisprudence a élargi le dol au mensonge. La réticence dolosive représente le fait de se taire alors que l'on sait, et de ne pas informer son cocontractant. La jurisprudence a pendant longtemps considéré la simple réticence comme étant par elle-même insuffisante pour constituer un dol. Mais en octobre 1974, lors de l'affaire des époux Jacob, la Cour de cassation admet la nullité du contrat par le dol pouvant être constitué par le silence d'une partie dissimulant à son cocontractant un fait qui, si avait été connu de lui, l'aurait empêché de contracter.

Se pose alors deux difficultés : il s'agit de savoir si on peut apprécier de la même façon la réticence dolosive du vendeur comme celle de l'acheteur. S'agissant de la réticence dolosive du vendeur, la jurisprudence utilise deux moyens afin de l'apprécier. Elle considère en premier lieu que la réticence est constitutive d'un dol parce que celui qui garde le silence était

débiteur de l'obligation d'information. Ici la réticence est donc le reflet de l'extension de l'obligation d'information. La personne qui connaissait ou devait connaître en raison de sa qualité professionnelle l'information importante pour l'autre contractant devait l'informer lorsqu'il est dans l'impossibilité de s'informer. Puis, la jurisprudence considère en second lieu, que la réticence dolosive est constitutive d'un dol car en se taisant le contractant fait preuve de déloyauté, de mauvaise foi. Elle associe la réticence et l'obligation d'information comme un couple et met à la charge du contractant une obligation de loyauté à la formation du contrat et admet que celui qui se tait sur un fait qu'il connaît commet un manquement à la bonne foi.

S'agissant ensuite de la réticence dolosive de l'acquéreur, la jurisprudence est chaotique. En effet l'arrêt Vilgrain du 27 février 1996 de la chambre commerciale consacre, à l'égard d'un dirigeant d'une société ayant acquis des actions, un manquement au devoir de loyauté constitutif d'une réticence dolosive. Alors que dans un arrêt opposé, l'arrêt Baldius du 3 mai 2000, la Cour de cassation remet en cause le couple « réticence dolosive et obligation d'information ». Enfin dans un arrêt s'avérant novateur de la 3^{ème} chambre civile, en date du 17 janvier 2007, selon l'article 1116 du Code civil, l'acquéreur même professionnel n'est pas tenu d'une information sur la valeur du bien acquis.

Après avoir étudié le non respect de l'obligation d'information comme fondement du dol afin de déterminer la portée de cette obligation sur ledit dol, il est nécessaire d'expliquer les conséquences du dol découlant du non respect de l'obligation d'information.

II- Le non respect de l'obligation d'information : conséquences du dol.

Le dol donne lieu à une attitude conduisant à créer un vice du consentement c'est-à-dire une erreur. Toutefois, la jurisprudence sanctionne parfois la réticence dolosive n'ayant pas provoqué d'erreur (A) et a tendance à étirer la qualité excusable de l'erreur (B).

A) le vice de consentement comme entraînant parfois une absence d'erreur sanctionnée.

En principe, le dol est une cause de nullité du contrat pouvant être demandée dans un délai de cinq ans courant à partir de la découverte de l'erreur, quelque soit l'erreur provoquée (sur la substance, sur la personne ou sur les motifs du contrat). Une autre sanction découle du dol : des dommages-intérêts car il s'agit d'une faute civile.

En ce sens, du fait que le dol dans l'obligation d'information, peut-être un simple oubli ne manifestant alors pas nécessairement une intention de tromper, la sanction du non respect peut paraître parfois contestable. De plus supposé qu'en droit, « qui ne dit mot » ne consent pas obligatoirement, il n'est pas légalement affirmé que le silence soit parfaitement en lui-même un vice du consentement.

A l'origine, le simple silence ne constituait pas un dol puisqu'il y avait une conception très personnelle du contrat. De ce fait, tout un chacun devait pouvoir défendre ses intérêts et ainsi s'informer soi-même sur les éléments du contrat. Or, une conception plus moraliste du contrat est survenue en effaçant la conception individualiste, grâce à la nécessité d'un besoin collaboratif entre les parties. On a alors admis que la réticence dolosive puisse mener à la nullité du contrat. La jurisprudence, cependant, présume fréquemment le dol lorsqu'il y a non respect de l'obligation d'information et sanctionne la réticence dolosive sans vérifier s'il y a

eu volonté de tromper le cocontractant. En conséquence, l'élément intentionnel du dol n'est pas déterminé afin de définir l'erreur.

En effet, au sujet du dol considéré comme étant une manœuvre ou un mensonge, le juge déduit de l'attitude l'élément intentionnel. En revanche, pour la réticence dolosive cette déduction se trouve être plus difficile car le silence peut-être ambigu comme dit précédemment. C'est-à-dire une négligence, un oubli, ce silence n'est donc pas indubitablement intentionnel. De plus, la jurisprudence sanctionne également le défaut à l'obligation d'information même quand celui-ci n'a pas incité d'erreur déterminante dans la formation du contrat.

Cependant elle admet même de punir le contractant qui, par son silence n'a pas provoqué l'erreur mais l'a simplement exploité. Il s'agit de la situation dans laquelle une des parties n'a pas trompé son cocontractant, elle s'est contentée de ne pas le détromper. En plus de sanctionner le manquement à l'obligation d'information qui ne créait pas d'erreur, la jurisprudence étend le caractère excusable de l'erreur.

B) Le renforcement de la qualité excusable du délit.

Afin d'être source de nullité, l'erreur doit être excusable. La jurisprudence, au cours d'un arrêt de la 3^{ème} chambre civile du 21 février 2001, a admis que la réticence dolosive rende toujours excusable l'erreur provoquée. En revanche, un contractant invoquant une erreur excusable en raison de la réticence et, ayant négligé de s'informer, rend son erreur inexcusable.

S'il existe une obligation d'information, il est difficile de permettre qu'un cocontractant commette un dol en se taisant. Ceci remet en cause la vie même du caractère inexcusable de l'erreur.

En estimant que toutes les erreurs provenant de la réticence dolosive sont rendues excusables on fait appel à la suppression de l'obligation d'information faite à l'égard de la partie invoquant l'erreur. En réalité, la réticence dolosive ne devrait être admise que lorsque le cocontractant n'a pas accompli son obligation d'information.

Cependant, on remarque que la jurisprudence a eu tendance à appliquer l'obligation d'information à tous les contrats au nom de l'obligation de loyauté et du principe de la bonne foi. De ce fait, elle a procédé à un étirement de cette obligation. Or, cette obligation d'information n'est tout de même pas automatique, en conséquence on ignore actuellement quand le silence d'une partie peut-être considéré comme une faute.